

« C'est un coup terrible pour nous tous »

TUNISIE Sur le lieu du drame, l'heure était au recueillement mais aussi aux questions

- Sur la plage de l'hôtel, le drame de l'attentat de vendredi laisse encore des traces.
- L'heure est au recueillement. Et aux questions sur l'efficacité des services de sécurité qui ont été beaucoup trop lents à réagir.

SOUSSE

DE NOTRE CORRESPONDANT

Ce devrait être un dimanche de rêve, sous un ciel d'un azur parfait, le long d'une mer dont les nuances émeraude et turquoise invitent à la baignade. On imagine les rires d'enfants, les ballons, les peaux claires qui rougissent au soleil et les odeurs de crème à bronzer... Mais devant l'hôtel Imperial, le temps s'est arrêté vendredi à 11 h 50, quand Seifeddine Rezgui a commencé son carnage. Il règne ce dimanche une ambiance étrange, une sorte de veillée funèbre en maillots de bain, sous l'œil des photographes et des caméras de télévision. Devant les transats vides, un petit mémorial s'est spontanément constitué. Les passants défilent toute la journée pour déposer des fleurs.

Une touriste norvégienne, Kristin Myklebust, a planté son bouquet rose dans le sable clair. « Je réside dans un hôtel à côté. J'aurais pu être là et mourir comme ces gens. Depuis j'ai du mal à dormir. Je me sentais obligée de venir me recueillir. Avec mon ami, nous n'avons pas voulu avancer notre départ. C'est la première fois que je viens en Tunisie. Les Tunisiens sont très gentils, ils n'ont pas arrêté de s'excuser. J'ai de la peine pour eux mais, franchement, je ne suis pas sûre de vouloir revenir. »

Les clients et le personnel de l'hôtel El Mouradi sont venus à midi se recueillir, rassemblés derrière un grand drapeau tunisien. Sur ses 750 clients, il n'en reste que 150. Lotfi Gasmi, directeur des animations, raconte. « Tout le monde a pleuré.

Hier, nous n'avons rien organisé, nous avons passé la journée à discuter avec les clients pour qu'ils extériorisent leurs émotions, qu'ils évacuent le choc. » Il tente de se rassurer : « Les gens qui viennent en Tunisie sont des habitués, ils reviendront. Ces attentats peuvent se produire n'importe où, même en Europe. »

En revanche la décision des tour-opérateurs britanniques et belges de rapatrier leurs clients de gré ou de force passe très mal. Venue avec sa fille et son petit-fils, Liliane Van Honsté, une résidente belge en Tunisie et professionnelle du tourisme en retraite, s'émeut : « Ils ont obligé à partir même les gens qui étaient Djerba ! Je suis choquée. Que les gens qui ont vécu la scène veuillent partir, c'est normal, mais on ne coupe pas les ponts comme ça ! On ne peut pas laisser une personne fiche tout un pays en l'air ! »

Il a fallu trente minutes avant que la police ne riposte. Une éternité dans un pays qui vit sous la menace d'attaques terroristes

Une jeune Tunisienne de 22 ans, Dorra Brahem, est venue avec ses deux amis du village voisin de Akouda pour se recueillir. Elle est mortifiée. « Pour le tourisme, pour l'économie, pour la Tunisie, pour nous les étudiants qui allons devoir chercher du travail, c'est un coup terrible. Nous avons promis la sécurité aux touristes qui nous avaient soutenus après l'attentat du musée Bardo [où 21 touristes avaient été tués le 18 mars, NDLR]. Mais certaines personnes n'ont pas fait leur travail. »

Une question alimente toutes les conversations : comment le tueur a-t-il pu agir, semer la mort sans qu'une intervention de la police ne l'arrête ?

Tous les témoignages convergent en effet pour décrire l'attitude du tueur. Il a sorti une kalachnikov d'un parasol, tiré quelques coups pour essayer son arme, puis lâché des rafales, avant d'avancer parmi les transats pour abattre quelques tou-

ristes, d'entrer dans l'enceinte de l'hôtel, tirer le long de la piscine, puis à la réception. Il est monté à l'étage de l'administration, avant de redescendre et de tuer encore quelques personnes sur le bord de la piscine intérieure. Puis il est ressorti par la plage, il a longé la mer sur quelques centaines de mètres avant de prendre une petite rue. C'est là que Moncef Mayel, l'a vu arriver depuis la terrasse où il s'était réfugié. « Il marchait tranquillement. J'ai commencé à l'insulter, il a tiré dans ma direction. J'ai lâché sur lui un paquet de carreaux de faïence qu'il a reçu sur l'épaule. Il est resté à terre peut-être une minute, avant de se relever. Il a nouveau tiré. Puis il a tourné à gauche où des policiers embusqués l'attendaient et l'ont abattu. Entre le moment où j'ai entendu les premiers coups de feu et le moment où je l'ai vu, il a dû s'écouler environ 30 minutes. »

Une éternité dans un pays qui vit sous la menace d'attaques terroristes, dans un endroit hautement sensible où la police est présente partout. Deux agents qui patrouillent en quad tentent de se justifier. « Nous avons dix kilomètres de plage à sécuriser, expliquent-ils. Quand nous avons été alertés, nous avons mis cinq minutes à arriver sur les lieux. Mais nous n'avions que des pistolets, pas assez précis, nous aurions pu blesser d'autres personnes. »

Hassen Mario, animateur à l'hôtel voisin, fait part d'éléments encore plus troublants. « Deux policiers sont arrivés sur un Zodiac quand le tueur était déjà rentré, mais ils n'ont pas voulu intervenir. Ils disaient attendre une unité spéciale. L'un des agents est tombé et a laissé tomber son arme. Un civil l'a ramassée. Il a essayé de tirer mais il n'a pas pu la faire fonctionner. » Un témoignage avance même que le civil a arraché l'arme des mains du policier.

Désormais tous les regards sont tournés vers cette police réputée si forte, et qui a montré sa faiblesse face à une menace désormais omniprésente. ■

THIERRY BRÉSILLON

la blogueuse « Les acquis de la révolution sont menacés »

ENTRETIEN

Lorsqu'elle décroche son portable ce samedi 27 juin, sa voix est faible, comme vidée de toute énergie, de la force et du combat qu'elle incarne. Elle, c'est Lina Ben Mhenni. La « Tunisian girl », du nom du blog qu'elle tenait déjà sous Ben Ali et qui lui a conféré une renommée mondiale au moment de la révolte tunisienne, en 2011. Une icône, qui vit depuis deux ans sous protection policière.

Quel est votre état d'esprit après le massacre de Sousse ?

Je veux d'abord présenter mes condoléances à toutes les familles des victimes. Ensuite, pour ce qui est de mon état d'esprit, j'imagine que vous l'entendez à ma voix. Je n'arrête pas de pleurer depuis hier. Je suis abattue, très choquée par ce qui arrive aujourd'hui à la Tunisie. Quand les jeunes se sont battus contre Ben Ali, ils

voulaient le meilleur pour la Tunisie et pour les Tunisiens. On demandait la liberté, la justice sociale, de l'emploi... C'est une situation très difficile aujourd'hui. Certains se sentiraient apaisés de revenir en arrière. Il y a des gens qui regrettent la dictature. Hier soir, j'ai fait le déplacement de Tunis à Sousse pour rejoindre un rassemblement après ce qui s'est passé. J'ai été agressée par une femme qui nous reproche de continuer à défendre les droits de l'homme.

Vous avez peur de perdre les acquis de votre révolution ?

Vous savez, quand je critique le système sécuritaire, ou la police suite à des agressions des

forces de l'ordre sur des manifestants, avec pour preuves des documents filmés, les gens ne veulent pas en entendre parler. Les gens en ont assez des droits de l'homme. Nous étions plein d'espoir suite au départ de Ben Ali, nous voulions reconstruire le pays. Aujourd'hui, nous vivons une régression sur tous les plans. Tout ce qu'on a obtenu de cette révolution, la liberté d'expression, la liberté de la presse, de rassemblement, tout cela est menacé. Il y a deux semaines, des journalistes et des citoyens ont été arrêtés parce qu'ils manifestaient pacifiquement ! Les gens sont fatigués, ils ont peur. Ce qui les intéresse aujourd'hui, c'est juste d'arrêter le terrorisme.

Il y a déjà eu l'attentat du Bardo, le 18 mars dernier. Qu'est-ce que Sousse va changer ?

La déception est de plus en plus grande. Nous avons eu plein de promesses de la part de nos politiciens qui devaient mettre en place des stratégies pour lutter contre le terrorisme. Quand on pense à tous ces gens innocents qui sont venus à Sousse malgré le Bardo, qui ont eu ce courage pour soutenir les Tunisiens...

Vous aviez vu venir cette menace terroriste ?

J'ai reçu les premières menaces de mort de la part d'extrémistes dès les trois premiers mois qui ont suivi le départ de Ben Ali. Je parlais déjà du risque de la montée des islamistes. Cette menace terroriste était claire depuis le début, on en voyait déjà les signes quand on est descendu dans les rues. Quand Ben Ali est parti, nous militions pour la laï-

cité, pour l'égalité des sexes, etc. Il y a toujours des extrémistes qui n'en voulaient pas. Nous avons très vite eu des attentats, des assassinats de journalistes, etc. Je suis sous protection rapprochée depuis deux ans, depuis le meurtre de Mohamed Brahmi en 2012. Mais le gouvernement aurait pu arrêter tout ça depuis le début. On a laissé l'extrémisme se développer au nom de nos libertés, au nom de la liberté religieuse. Le gouvernement a laissé faire et le sentiment d'impunité s'est développé. Tout le monde s'attendait à des attentats, il y en a déjà toutes les semaines contre la police et les militaires. Mais on en parle surtout quand il y a des civils. On s'attendait au Bardo, et après le Bardo, tout le monde avait peur

du mois de ramadan. On en parlait tous les jours : « Que Dieu nous garde en ce mois de ramadan... »

Vous attendez que le politique change à nouveau les choses...

Je n'attends rien du politique. Ce qui est clair, c'est qu'en votant pour Nidaa Tounes, la majorité des Tunisiens a cru qu'on allait se débarrasser des islamistes d'Ennahda. Mais on voit aujourd'hui que les deux partis travaillent ensemble. On a été trahis de toutes parts.

Une nouvelle révolution ?

Si la situation continue à se dérouler de cette façon-là, ça ne va pas tarder. Nous avons plein de problèmes en Tunisie, notamment sur le plan socio-économique. Il y a déjà des grèves et des manifestations tous les jours. ■

Propos recueillis par
ÉLODIE BLOGIE

Une Namuroise victime de l'attentat

Lana Lemaire, une touriste qui était en vacances à Sousse et qui habite Saint-Servais, près de Namur, a succombé, samedi, à ses blessures. Son mari a échappé au carnage en plongeant dans la mer.

La police touristique sera armée

La Tunisie va armer sa police touristique et déployer un millier d'agents de sécurité supplémentaires à partir du 1^{er} juillet pour protéger hô-

tels, plages et sites touristiques après l'attentat qui a fait 38 morts. (afp)

Six personnes encore en état critique

Six personnes hospitalisées en Tunisie à la suite de l'attentat de vendredi étaient toujours dans un « état critique » dimanche, a annoncé la direction espagnole de cet établissement, le Groupe RIU qui gère le Riu Imperial Marhaba Hotel où a eu lieu la tuerie. « Ce qui est positif, c'est que le nombre des personnes hospitalisées diminue mais nous pensons tout le

temps aux six blessés qui sont toujours dans un état critique », ajoute le communiqué. (afp)

Cent cinquante Belges écourtent leur séjour

Environ 100 clients de l'antenne belge de Thomas Cook en Tunisie au moment de l'attentat ont été rapatriés samedi et dimanche, selon son porte-parole Koen van den Bosch. « Depuis samedi, une équipe informe nos clients. Une cinquantaine ont préféré écourter leurs vacances. » La plupart poursuivent leur séjour. (b)

tourisme Un secteur déjà en crise touché de plein fouet



SOUSSE
DE NOTRE CORRESPONDANT

Sur la cabane d'une plage de Sousse, cette inscription brava-tente de conjurer l'horreur de l'attaque perpétrée la veille : « #Sousse Never Die » (Sousse ne meurt jamais). Quelques bronzeurs sous les parasols s'entêtent à ne pas changer leurs habitudes. Alors que deux tour-opérateurs britanniques, Thomson et First Choice, ont affrété vendredi soir quatre avions pour rapatrier quelque deux mille cinq cents touristes, beaucoup ont souhaité rester et les appareils sont repartis à moitié vides.

Cette volonté de ne pas céder à la terreur met du baume au cœur de Tunisiens sonnés par la tragédie, mais il risque de ne pas suffire pour épargner une crise majeure au secteur touristique tunisien, et par voie de conséquence à toute l'économie du pays.

D'ores et déjà les annulations affluent. Mehdi Allani, directeur de l'Hotel Sultan, l'un des établissements phares de Hammamet, l'a perçu immédiatement : « Dès vendredi après-midi, nous avons reçu un déluge d'appels de clients individuels souhaitant annuler leur séjour. Les tour-opérateurs se manifesteront sans doute dans un second temps. Je me bats pour maintenir mon activité et jusqu'à présent, je n'avais pas à me plaindre, mais là il va devenir difficile de convaincre les gens de venir. »

Six cents Belges, mille Britanniques et Irlandais ont été rapatriés,

on peut s'attendre à ce que cinq à six mille personnes mettent fin à leur séjour plus tôt que prévu. Plusieurs tour-opérateurs ont également offert à leurs clients la possibilité d'annuler ou de modifier leur voyage sans frais supplémentaires jusqu'au 24 juillet. « On peut s'attendre à ce que 2015 soit une année blanche », prévoit Radhouane Ben Salah, président de la Fédération des hôteliers tunisiens.

Le tourisme représente 7 % du PIB et même aux environs de 19 % si l'on prend en compte toutes les activités concernées de près ou de loin. Il fournit du travail à 400.000 personnes voire, indirectement, jusqu'à 2 millions, et contribue aux revenus d'autant de familles. Dans un pays de 11 millions d'habitants, c'est considérable. Les travailleurs venant de toutes les régions, l'impact social d'une crise du tourisme se diffuserait dans tout le pays.

Le secteur n'a toujours pas retrouvé son niveau d'avant 2011 et, malgré un sursaut en 2012, il ne cesse de se rétracter. Début 2015, avant l'attaque du Bardo du 18 mars, le nombre d'entrées était déjà en diminution de 20 % par rapport à 2014. Pour tenter d'atténuer l'impact de l'attentat, les autorités tunisiennes avaient lancé une intense campagne de communication internationale sur le thème « Tunisie, moi j'y vais ! ».

Une crise structurelle

A présent, la priorité des hôteliers sera de démontrer leur capacité à garantir la sécurité de leurs clients. « Le ministère de l'Intérieur s'est en-

gagé à mettre des policiers en civil sur les plages. Cela aura au moins un effet dissuasif. Notre fédération va aider les hôtels qui ne l'ont pas encore fait à s'équiper en caméras de surveillance. Pour passer cette période difficile, le gouvernement est en train d'étudier les mesures de soutien financier au secteur. »

Mais la crise actuelle frappe un tourisme en proie à une crise structurelle depuis près de vingt ans. Essentiellement axé sur le tourisme balnéaire, il n'a pas su s'adapter aux nouvelles tendances. La première guerre du Golfe et la pression constante des tour-opérateurs pour baisser les prix ont inhibé, depuis 1990, la capacité des hôteliers à entretenir leurs établissements et à diversifier leur offre. La politique touristique à l'époque de Ben Ali n'a fait qu'aggraver le problème en maintenant coûte que coûte en activité des hôtels manifestement non rentables et mal gérés, quitte à grever le bilan des banques de dettes irrécupérables. Peu à peu, la Tunisie a pris l'image d'une destination bas de gamme. « Nous avons enfin trouvé des solutions pour résoudre cette crise structurelle d'endettement héritée du passé, se félicite Radhouane Ben Salah. Mais nous sommes à présent face à un avenir incertain. »

Le choc actuel sera-t-il l'occasion de repenser l'ensemble du tourisme ? Encore faudra-il que les étrangers reviennent en nombre. ■

THIERRY BRESILLON

L'expert « On relie de façon simpliste des actes qui n'ont rien à voir entre eux »

ENTRETIEN

Vincent Geisser est politologue, spécialiste de l'islam et des musulmans en Europe. Entretien.

L'attentat en Tunisie, l'attaque en France, l'attentat au Koweït... Ces trois événements sont-ils liés ? Chapeautés par l'« État islamique » (Daesh) ?

Il est clair qu'il y a, derrière ces trois événements, une propagande commune, une organisation terroriste commune qui pourrait être le facteur qui a incité ces personnes à passer à l'acte. Mais ces trois événements ne sont pas le fruit d'une chaîne décisionnelle précise. Ce sont des attaques commises par des personnes avec des profils différents, qui partagent une même fascination pour la violence. C'est une erreur d'imaginer que Daesh est derrière ces attaques, que l'État islamique a une chaîne de commandement qui a indiqué à des groupes en France, en Tunisie et au Koweït d'organiser des attaques simultanées. Il faut éviter ce raccourci.

Daesh a revendiqué l'attentat de Sousse...

Oui, mais c'est une revendication a posteriori. Comme ils revendiquent souvent des attentats 24 heures après les faits. C'est une forme de réappropriation. Revendiquer cet attentat est dans l'intérêt de Daesh : ils inscrivent l'événement à leur tableau de chasse morbide. D'ailleurs, attribuer l'attentat à Daesh arrange tout le monde. L'auteur de l'attentat, qui se transforme en martyr héroïque islamique ; Daesh, qui passe pour une organisation présente partout dans le monde ; et la société, qui a trouvé un coupable.

Aucun point commun entre les trois

auteurs, alors ?

A priori, il n'y a pas de dépendance directe entre les trois, non. Mais, par contre, on traverse une période où il y a une « ambiance » générale, une politique de propagande qui provoque une même fascination chez certains individus (fascination pour la violence, la religion). Cette propagande peut inciter - via internet, ou via les vidéos diffusées de manière assez maladroite par les médias, surtout dans le monde arabe - des personnes dont les parcours sont très différents à commettre le même genre d'événements. Ils ont des itinéraires très différents, très hétérogènes. Le point commun, c'est que les auteurs de ces attaques (que ce soit à Sousse, dans l'Isère, à Tunis, à Paris, à Bruxelles au Musée juif...) ont connu des ruptures dans leurs vies. Des revers personnels. Par contre, l'élément qui rassemble vraiment les auteurs de ce type d'attentats est la maîtrise des armes. Les frères Kouachi, l'auteur de l'attentat de Sousse, Medhi Nemmouche, maîtrisaient les armes. Ils avaient un modus operandi d'acte terroriste. C'est l'élément qui nuance le fait que ce sont des petits cas individuels, parce qu'il montre qu'ils ont évolué dans le milieu criminel, qu'ils baignaient dans le banditisme.

Quelles conséquences, lorsque l'on fait l'amalgame entre les trois attentats ?

On donne une cohérence extrême à Daesh et on participe à sa mystification. En reliant de façon très simpliste des actes criminels qui n'ont rien à voir entre eux, on participe au mythe de l'hypermultiplicité de Daesh, alors que Daesh ne se trouve pas matériellement derrière tous les actes criminels et terroristes. Le problème, c'est qu'avec cette démarche de

mystification de Daesh, on finit par créer de nouvelles vocations. On se tire une balle dans le pied avec cette tendance que nous avons tous - experts, politiques, journalistes - à coller le label « Daesh » sans réfléchir si Daesh a vraiment commandité ces attentats.

Une tendance à la simplification ?

Oui, cette contraction est une forme de simplification. Il y a encore quelques mois, on était dans la génération Al-Qaïda. Maintenant, c'est la génération Daesh. Mais c'est simplificateur de croire que tous les individus qui se revendiquent de Daesh veulent créer un grand califat islamique. La cohérence idéologique de tous ceux qui passent à l'acte est très faible. Beaucoup d'entre eux ne savent même pas ce qu'est le califat... On a tendance à penser qu'ils répondent tous aux mêmes motivations, alors qu'elles sont différentes. C'est ça le paradoxe de la situation actuelle. Il n'y a pas une grosse filière terroriste qui répond à un projet politique ou philosophico-religieux unique. Entre celui ou celle qui part en Syrie, sans toujours réaliser qu'il va entrer dans une filière terroriste, et celui ou celle qui pense que la Tunisie ne doit pas être une démocratie, il y a un monde... Il n'y a pas une seule idéologie politique très claire derrière Daesh. Mais il y a, pour ceux qui passent à l'acte au nom de Daesh, une fascination pour les armes, la violence, l'aventure parfois. Les logiques terroristes en Tunisie par exemple sont multiples. Des trafiquants aux frontières tuent les militaires qui interceptent leurs trafics, par exemple. Ce sont des réseaux criminels, pas du terrorisme, mais on fait l'amalgame. Preuve qu'il y a plusieurs lectures. ■

Propos recueillis par
CATHERINE JOIE

tour-opérateurs Un casse-tête de force majeure

La Tunisie, ses plages dorées, son soleil garanti, ses infrastructures all inclusive, son personnel accueillant, et tout cela à moins de 4 heures de vol de Bruxelles... Cette image idyllique a volé en éclats, vendredi, sous les rafales de la kalachnikov du terroriste qui ont tué 38 personnes. « C'est un désastre pour le secteur touristique tunisien », constate Florence Bruyère, porte-parole de Jetair.

Le tour-opérateur a déployé 4 vols dans la nuit de vendredi à samedi et samedi matin, avec 900 vacanciers belges, et 6 vols ont rapatrié encore 1.100 passagers ce samedi. En revanche, si l'on excepte des appels de personnes inquiètes parce qu'elles devaient se rendre dans le pays, Europ Assistance n'a pas été sollicité. « Nous ne comptons pas d'affiliés parmi les victimes, ex-

plique Xavier Van Caneghem, Market Analyst chez l'assureur. Or tant qu'il n'y a pas de souci médical, les demandes sont adressées au tour-opérateur. »

Pour l'heure, ces derniers sont confrontés à l'urgence du moment : rapatrier les derniers vacanciers puis trouver une alternative pour les clients belges qui avaient opté pour la Tunisie. « Nous avons d'abord annulé tous les départs vers ce pays jusqu'à la fin du mois d'août, sur la base de l'avis de voyage négatif du ministère des Affaires étrangères », explique Koen Vandebosch, porte-parole de Neckermann et Thomas Cook. Ensuite, nous avons offert à nos clients la possibilité d'annuler leurs vacances sans frais. A présent, nous cherchons des alternatives pour ceux qui souhaitent malgré tout profiter

de leurs vacances. » Neckermann ne proposait aucun des hôtels ciblés par l'attentat mais d'autres, situés dans cette région.

Combien d'estivants sont désormais en transit entre deux destinations ? Les tour-opérateurs se refusent à trop de précisions. Neckermann comptait 1.500 clients en Tunisie cette semaine et sans doute plus entre la mi-juillet et la mi-août. Soit environ 15.000 à 16.000 vacanciers dont une majorité à recaser. Une situation sans doute fort proche de celle de Jetair. Des clients auxquels il faudra formuler une offre suffisamment attractive (la Tunisie constitue un excellent rapport qualité-prix pour les familles en quête de « all in »), à un moment de la saison où 80 à 90 % de l'offre sont déjà épuisés. « Nous allons d'abord voir si nous disposons de

sièges dans les avions vers ces autres destinations ou si nous pouvons encore affréter d'autres vols vers ces endroits, avant de regarder s'il nous reste des lits disponibles dans les hôtels afin de proposer ces alternatives à nos clients, explique le porte-parole de Neckermann. Mais nous avons la chance de faire partie d'un grand groupe international. » Ce qui offre une certaine élasticité à l'offre.

« Les gens restaient vigilants à l'égard de la Tunisie. A présent, ils vont vraiment réfléchir » XAVIER VAN CANEGHEM

Depuis le Printemps arabe, la Tunisie avait un peu perdu de son attrait, relève Xavier Van Caneghem, qui réalise chaque année le baromètre d'Europ Assistance. « La Tunisie était en légère chute par rapport à 2014, de 6 ou 7 %, explique Claude Perignon, président de l'Association belge des tour-opérateurs (ABTO). Mais c'est malgré tout une destination qui revenait peu à peu à la normale. » « Après le Printemps arabe, la Tunisie avait retrouvé le cœur des Belges, confirme Florence Bruyère. De manière générale, les pays du Maghreb

avaient connu un recul, mais il était moins marqué pour la Tunisie. Elle arrivait en quatrième position parmi nos destinations, après l'Espagne, la Grèce et la Turquie, et avant l'Italie. »

Un classement en partie tronqué par le fait que Jetair touche en majorité une clientèle voyageant en avion, alors que selon les baromètres de l'ABTO et d'Europ Assistance, un Belge sur deux se rend en voiture vers son lieu de villégiature. Et qui masque le recul réel des pays de religion musulmane comme destination estivale. « Le Maroc a perdu 20 % et la Turquie, 15 % », signale Claude Perignon. Quant à l'Égypte, destination prisée durant les mois d'hiver, elle a été boutée hors du top 5 de Jetair lors du dernier hiver.

La méfiance affichée à l'égard de la Turquie surprend. Le pays n'a connu aucun attentat, malgré sa proximité avec la Syrie. « Mais les gens le voient comme un pays de transit vers le conflit syrien, ajoute-t-il. Cet été, la Turquie a été devancée par la Grèce, constate la porte-parole de Jetair. Mais il n'y a pas que l'actualité ou la politique qui influent sur les réservations. Et en raison de la baisse du marché russe vers ce pays, les prix en last minute pourraient

encore être très attractifs et venir modifier la donne. »

La Tunisie s'apprête-t-elle à vivre plusieurs années de vache maigre ? « Jusqu'ici, les gens restaient vigilants à l'égard de la Tunisie mais à présent, ils vont vraiment réfléchir, pronostique l'analyste d'Europ Assistance. Le public belge reprend confiance dès que la situation se normalise sur place, observe le président de l'ABTO, sur la base de trente-cinq années passées dans le secteur. Mais si les événements se répètent, il peut alors en aller autrement. » L'attentat du Bardo à Tunis, en mars, n'avait eu qu'un faible impact sur les réservations estivales. « Mais le vacancier s'identifie peu au visiteur d'un musée, avance Claude Perignon. Par contre, une attaque sur une plage affecte beaucoup plus son imaginaire. »

Très réactifs sur les prix, les hôteliers tunisiens pourraient néanmoins éviter une trop longue traversée du désert. Car le consommateur a la mémoire courte. « Il faudra voir comment le public va réagir et quelle sera l'offre des tour-opérateurs, conclut Xavier Van Caneghem. Car ces derniers jouent un grand rôle dans la présentation de l'offre. » ■

PASCAL LORENT

en Belgique Une menace constamment évaluée

Le maintien au niveau 2 de la menace terroriste qui pèse sur la Belgique (3 pour certains sites sensibles comme les institutions juives) procède d'une analyse de l'Ocam et des services de sécurité qui pourront toutefois réviser cette évaluation à en fonction des informations que révélera l'enquête menée en France ou en Tunisie. « Il ne faut pas paniquer », a indiqué le ministre de l'Intérieur et de la Sécurité Jan Jambon, pour lequel rien n'indique une menace augmentée sur le territoire belge. Le modus operandi, le caractère « local » de l'attentat commis en France, l'absence de lien entre l'auteur et la Belgique : tout cela a conduit à ne pas rehausser le niveau de la menace auquel se maintient la Belgique.

C'est la première décapitation perpétrée en Europe contre un civil, sur le modèle de celles commises en Syrie

Les deux implantations d'Air Products en Belgique (Gand, Vilvorde), l'usine de production de gaz industriel visée en France, ont été invitées à rehausser leur niveau de vigilance. Cette recommandation s'accompagne d'une attention policière renforcée à l'égard de ces entreprises industrielles. Dès vendredi midi,

le Centre de crise du gouvernement fédéral a actionné le réseau d'information « early warning system » qui permet aux autorités publiques d'échanger des données relatives à la menace terroriste avec les entreprises.

Dimanche, le ministre de l'Intérieur a en outre annoncé que le gouvernement fédéral débloque 4 millions d'euros pour des « mesures techniques de sécurité » dans les quartiers et institutions juifs à Bruxelles et Anvers. Les moyens pourront aller au placement de caméras de surveillance, de portes sécurisées et d'autres systèmes. Cette mesure a été décidée en complément de la présence de militaires dans les quartiers fréquentés par des habitants de la communauté juive. « Nous savons que tant que le conflit au Moyen-Orient ne sera pas résolu, il y aura toujours une menace spécifique, a commenté Jan Jambon. Avec la mise en place d'éléments techniques de sécurisation, nous évaluerons s'il faudra conserver un tel nombre de militaires » dans les rues, a précisé le ministre N-VA. Selon le ministre de l'Intérieur, le nombre de départs de Belges pour les combats en Syrie serait en baisse : « On est passé de 15 à 5 départs par mois », a indiqué M. Jambon.

La survenue des deux attentats de ven-

dredi coïncide avec le premier anniversaire de la proclamation de l'État islamique et s'inscrit dans la foulée de la promesse d'un « été sanglant » par les porte-parole de Daesh. Les deux terroristes qui ont frappé vendredi en France et en Tunisie ne peuvent, dans l'état actuel des enquêtes, être rattachés au lancement de cette menace. Au lendemain de l'attentat contre *Charlie Hebdo*, des djihadistes belges ou français avaient appelé les musulmans d'Occident à « frapper, égorger », partout où ils se trouvent. Des imprécations qui n'avaient pas été suivies d'effets.

Les services de renseignements, dans leur évaluation de la menace, prennent également en compte l'effet d'adhésion et d'émulation que peuvent provoquer ces deux attentats dont l'impact s'est révélé particulièrement important. Celui commis en France représente la première décapitation, sur le modèle de celles commises en Syrie, perpétrée en Europe contre un civil. La réduction du nombre de militaires dans les rues (de 300 à janvier à 180 aujourd'hui, avec une perspective à 160) devrait être gelée. L'Union européenne demande à la Belgique de maintenir cette surveillance devant certains de ses bâtiments. ■

MARC METDEPENNINGEN (avec Fr.50)

ANNULATIONS

Qui boira le bouillon ?

La question peut paraître incongrue. Elle se pose néanmoins. Qui paiera la note pour ces annulations de réservation en cascade ? « Pour la chambre, cela dépend du contrat, répond Claude Perignon, président de l'ABTO. Il existe deux types de contrats entre le tour-opérateur et l'hôtelier : un contrat avec garantie ou un contrat d'allotement ou de contingent. »

Dans le premier cas, le tour-opérateur doit assumer sa réservation, un risque qu'il répercute en général sur le prix facturé au client. Ce qui explique que la seconde catégorie soit plus prisée par les voyageurs. Et dans ce cas, l'hôtelier ne peut facturer la chambre vide, sauf quand l'annulation intervient en dernière minute, en raison du renoncement du vacancier. « Mais ce qui s'est passé ici relève du cas de force majeure et aucun hôtelier ne pourra réclamer de paiement auprès du tour-opérateur », ponctue-t-il.

Cela ne signifie pas pour autant que les tour-opérateurs s'en sortent à moindres frais. « Ils ont dû organiser des vols à vide vers la Tunisie, poursuit Claude Perignon. Or le vol représente en général au moins la moitié du coût du séjour. » Des trajets que les intéressés refusent pour l'heure de chiffrer. « Ce qui est primordial, c'est la satisfaction de nos clients », insiste Koen Vandenbosch (Neckermann). « On ne regarde même pas à cela, coupe Florence Bruyère. La priorité, c'est la sécurité. »

PLT